

Ambassade de France en Irak  
Service économique de Bagdad

## IRAK

### LE SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ

En dépit de ressources énergétiques abondantes, l'Irak a une production d'électricité très déficitaire au regard de la demande en augmentation continue. La modernisation du secteur de l'électricité porte sur l'augmentation de la capacité de production, le développement des interconnexions électriques, le renforcement du réseau de transport et la modernisation du réseau de distribution. Les importations et l'augmentation de la production nationale de gaz sont indispensables pour alimenter les centrales électriques du pays. Le programme de gouvernement présenté début mai au Parlement par le Premier ministre Ali Al Zaidi comporte un projet de réforme globale du secteur de l'électricité, dans la production, le transport et la distribution d'électricité.

En dépit de ressources énergétiques abondantes, l'Irak a une production d'électricité très insuffisante. Les délestages sont quotidiens et la disponibilité de l'électricité varie fortement d'une région à l'autre et en fonction de la saison.

Les principaux projets du secteur de l'électricité portent sur

- la valorisation des ressources domestiques de gaz et l'importation de gaz naturel liquéfié,
- l'augmentation de la capacité de production d'électricité incluant le développement des énergies renouvelables,
- la construction d'interconnexions électriques avec les pays voisins,
- le renforcement et la modernisation des réseaux de transport et de distribution avec pour objectif la diminution des pertes techniques et non techniques.

#### 1. Un déficit de production d'électricité face à une demande en croissance continue

L'approche des fortes chaleurs place à nouveau le déficit de production d'électricité au rang des premières préoccupations des autorités irakiennes. Selon le ministère de l'Électricité, **la demande devrait atteindre un niveau record de 62 GW à l'été 2026, en augmentation de 15% par rapport à 2025 (54 GW), soit plus du double de la production maximale d'électricité de 2025 (28 GW), ce qui se traduirait par un déficit de production de 34 GW en 2026.**

**Les pics de demande ont augmenté de manière continue au cours des trois dernières années**, passant de 40 GW en 2023 à 48 GW en 2024 et 54 GW en 2025, soit une **hausse de 35% en deux ans**. Cette forte hausse s'explique largement par le haut niveau de subvention des prix de l'électricité et la défaillance systémique dans la collecte du paiement des factures. Les consommateurs institutionnels, économiques et les particuliers ne sont ainsi que peu sensibilisés à une utilisation raisonnée de la consommation d'électricité.

**La production effective d'électricité en période de pointe n'a que très peu varié depuis 2023 (26 GW)**. Elle serait actuellement (mai 2026) de 18 GW. Cette production reste très en deçà de sa capacité théorique (40 GW) en raison de la vétusté de certaines centrales électriques et du réseau de transport, des impératifs de cycles de maintenance des installations et du manque chronique de combustibles, en particulier du gaz. Les pertes techniques et non techniques (connexions sauvages au réseau) sont évaluées à plus de 50% de l'électricité produite. Pour pallier au déficit de production, on constate une généralisation de l'utilisation des groupes électrogènes individuels (maisons d'habitation) ou collectifs (ensembles résidentiels, immeubles de bureaux, unités de production), systèmes particulièrement polluants et d'utilisation très onéreuse.

**Près de 50% du gaz utilisé comme combustible par les centrales électriques est importé d'Iran**. Le gaz importé d'Iran compte pour environ 30% de la production d'électricité du pays. Le volume moyen des importations de gaz iranien est d'environ environ 25 M m<sup>3</sup> par jour pour un volume contractuel de 50 M m<sup>3</sup> par jour. Les fréquentes variations de livraisons de gaz par l'Iran sont dues largement aux besoins de sa demande domestique, aussi bien en été (climatisation)

qu'en hiver (chauffage). Ainsi, l'Irak est exposé à de fortes baisses de production d'électricité en périodes d'interruptions ou de faibles livraisons de gaz par l'Iran. En mars 2026, la forte baisse des livraisons de gaz a provoqué une diminution de 3,5 GW de la génération d'électricité. Les importations de gaz iranien avaient diminué de 19 M m<sup>3</sup> par jour à 5 M m<sup>3</sup> par jour.

## 2. L'augmentation des capacités de production d'électricité, fossiles et renouvelables

Un programme de construction de centrales thermiques et cycle combiné au gaz, d'une capacité totale de 24 GW a été lancé en 2025. Ces projets prendraient la forme d'investissements privés ou de PPP.

**La stratégie de développement des énergies renouvelables affiche un objectif de 12 GW d'électricité de source solaire en 2030.** Cet objectif semble très peu réaliste. La première centrale solaire d'Irak a été connectée au réseau électrique en septembre 2025 près de Kerbala. La capacité initiale de 22 MW devrait augmenter à 75 MW et atteindre à terme 300 MW. Ce projet privé de production d'électricité photovoltaïque est développé par le groupe irakien Al-Bilal avec l'entreprise de construction égyptienne Orascom.

Le projet de centrale photovoltaïque de 1,25 GW développé par TotalÉnergies et Qatar Energy est en construction. Une première tranche de 250 MW doit être connectée au réseau en 2026. Les autres tranches de 250 MW seront connectées sur une période de deux ans. D'autres projets de centrales solaires sont en discussions avec des investisseurs de pays du Golfe (Masdar des EAU et Acwa Power d'Arabie saoudite) et chinois. L'absence de cadre réglementaire aux standards internationaux pour les contrats d'achats d'électricité (*power purchase agreement*) est un frein à la concrétisation de ces investissements privés.

## 3. Augmentation de la part du gaz comme combustible dans la production d'électricité

Le gouvernement a pour objectif de renforcer la part du gaz dans la production d'électricité pour consacrer une part croissante de la ressource en pétrole à des productions de valeur ajoutée. L'Irak s'est fixé un objectif de réduction du torchage du gaz associé à la production de pétrole. La captation et le traitement du gaz associé est passée de 53% en 2022 à 67% à fin 2024. La part du gaz traité devrait atteindre 80% fin 2026, avec un objectif d'élimination de la pratique du torchage en 2030. Ce gaz est utilisé comme combustible dans les centrales électriques.

Conséquence du conflit, la production de gaz associé au pétrole, combustible des centrales électriques, a fortement diminué suite à la chute de la production irakienne de pétrole passée de 4,2 M b/j début 2026 à 1,4 M b/j en avril. La production de gaz associé au pétrole a ainsi chuté de 37 M m<sup>3</sup> par jour avant le conflit à moins de 10 M m<sup>3</sup> par jour en avril.

**En septembre 2025, les autorités américaines mettaient leur veto à l'importation par l'Irak de gaz depuis le Turkménistan.** Un accord, conclu en octobre 2024 avec le Turkménistan, portait sur l'importation de 9 Mds m<sup>3</sup> de gaz par an sur 5 ans (10 M m<sup>3</sup> par jour en hiver et 20 M m<sup>3</sup> en été). Le gaz turkmène devait être transporté par gazoducs via l'Iran qui, en contrepartie, souhaitait obtenir un quart des quantités acheminées pour combler son déficit de production d'électricité. Suite au veto américain, un projet alternatif de transport du gaz turkmène par gazoduc via la Turquie pourrait être étudié.

En octobre 2025, l'entreprise américaine Excelerate Energy s'est vue attribuer un contrat de fourniture d'une **plateforme flottante d'importation et de regazéification (FSRU- Floating Storage and Regasification Unit) de gaz naturel liquéfié (GNL)** d'une capacité de traitement de 14 M m<sup>3</sup> par jour. Avec la fermeture du détroit d'Ormuz, le projet n'a pas pu être mis en œuvre et est reporté à l'été 2027. La construction d'un terminal GNL sur le port d'Al Fao pourrait être envisagée à moyen terme.

## 4. Développement des interconnexions électriques avec les pays voisins

**Plusieurs projets d'interconnexions électriques sont en cours.** Une interconnexion électrique avec la **Turquie** a été inaugurée en juillet 2024, d'une capacité de 300 MW pour alimenter les provinces nord de Ninive, Salahuddin et Kirkuk. De source turque, les exportations d'électricité seraient interrompues depuis août 2025 en raison d'arriérés de paiement de l'Irak. En avril 2024, la première phase de l'interconnexion avec la **Jordanie** avait été inaugurée. D'une capacité initiale de 50 MW, l'objectif est une capacité de 500 MW en phase finale. Selon le ministère de l'Électricité, cette capacité serait actuellement de 150 MW. Des projets d'interconnexions sont en construction avec le **Conseil de Coopération du Golfe (CCEAG) et l'Arabie saoudite**. Le projet porté par le CCEAG passant par le Koweït aurait une capacité initiale de 500

MW qui serait portée à 1,8 GW en phase finale. Les travaux très avancés ont été interrompus par le conflit. L'interconnexion avec l'Arabie saoudite est au stade des études et a pour objectif une capacité initiale de 1 GW. En conclusion, seule la Jordanie fournit aujourd'hui un peu d'électricité à l'Irak.

**L'Irak achète par ailleurs 1,2 GW d'électricité aux producteurs privés de la Région autonome du Kurdistan.** Le champ gazier de Khor Mor exploité par le groupe Dana Gas (Émirats arabes unis) a une production variant de 15 à 20 M m<sup>3</sup> par jour et alimente 80% de la production d'électricité de la région.

**En mars 2025, les États-Unis avaient décidé de ne pas renouveler la dérogation de sanctions qui permettait à l'Irak d'importer de l'électricité en provenance d'Iran** par interconnexion des réseaux. Cette électricité importée d'Iran représentait en période de pointe environ 1,2 GW, soit près de 5% de la production nationale. La décision de l'administration américaine visait à contraindre l'Irak à réduire sa dépendance énergétique vis-à-vis de l'Iran en incitant le pays à accélérer ses programmes de diversification d'importation d'électricité. Les importations de gaz en provenance d'Iran ne sont pas affectées par cette mesure. Autorisées dans le cadre d'une loi du Congrès américain de 2012, leur remise en cause éventuelle nécessiterait une procédure législative incertaine.

## **5. Projet de réforme globale du secteur de l'électricité du gouvernement Al Zaidi**

Le programme de gouvernement présenté en mai 2026 au Parlement par le Premier ministre Ali Al Zaidi comporte un projet de réforme globale du secteur de l'électricité, dans la production, le transport et la distribution d'électricité :

- Indicateurs de suivi des coûts et des recettes ;
- Revue des projets d'investissements de production d'électricité incluant les énergies renouvelables, renforcement du réseau de transport d'électricité pour répondre à la demande ;
- Diversification des sources d'énergie : développement de la production nationale de gaz en coordination avec le ministère du Pétrole, développement des interconnexions électriques et d'un réseau de gazoducs avec les pays voisins ;
- Participation des investissements privés dans la distribution d'électricité avec une transition vers les réseaux intelligents pour rationaliser la consommation et réduire les pertes techniques et non techniques ; révision de la tarification de l'électricité en prenant en compte les consommateurs à revenus modestes ; augmentation globale des recettes.

Les projets de réforme du secteur de l'électricité en Irak constituent des opportunités d'affaires très importantes pour les entreprises françaises.

**Laurent Estrade**